CSS
ETH Zurich

Promouvoir la participation politique salafiste

Assimiler le salafisme au djihadisme passe sous silence l'émergence de groupes politiques salafistes non-violents en Afrique du Nord, au Moyen Orient et au Sahel. Soutenir leur inclusion politique peut contribuer à promouvoir la démocratie et prévenir le djihadisme violent.

Par Jean-Nicolas Bitter et Owen Frazer

Pour de nombreux observateurs, le salafisme est une nébuleuse composée de tendances différentes, associé à une souche conservatrice de l'Islam ainsi qu'à la violence djihadiste et au terrorisme. En conséquence, il a été généralement ostracisé et traité de façon indifférenciée comme un problème, en particulier par les personnes concernées par la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. Or le salafisme n'est pas un mouvement homogène. Cet article présente une typologie simple des courants du salafisme afin de montrer qu'il existe d'importantes opportunités pour coopérer avec les groupes salafistes en vue de promouvoir la démocratie et prévenir la violence.

Le Salafisme expliqué

Le salafisme promeut l'idée d'une forme pure de l'islam sunnite tel qu'il était pratiqué par les trois premières générations de musulmans dénommés as-*Salaf as Sālih* (pieux prédécesseurs). Il fait sa première apparition au le 9ème siècle EC, et se base sur l'opinion que de nombreuses innovations et pratiques non-islamiques sont entrées dans la religion et qu'il est nécessaire de revenir aux enseignements et aux pratiques originelles. Il met donc l'accent sur la primauté des textes fondamentaux de l'Islam et de leur interprétation.

Une typologie très simple, qui catégorise quatre courants principaux du salafisme, peut être utile pour ceux qui s'intéressent à la promotion de la démocratie et à la prévention de la violence.[1]

Le courant «*quiétiste*» du salafisme évite toute participation à la vie politique et se concentre sur la prédication et la promotion de l'islam. Les «*Jammi/Madkhali*» limitent

Eléments clés

- Le salafisme est trop souvent assimilé à tort au *djihadisme* violent et au terrorisme.
- Il existe quatre grandes tendances dans le salafisme: quiétiste (apolitique), *Jammi/Madkhali* (conservateur, fidèle aux régimes autoritaires islamiques existants), *Haraki* (politiquement participatif), et djihadiste (violent, révolutionnaire).
- Permettre la participation à la vie politique des groupes *Haraki* peut aider à promouvoir la démocratie et à prévenir la violence.
- Promouvoir la participation politique des salafistes implique à la fois d'accroître leur savoir-faire sur le fonctionnement de la politique démocratique et de répondre aux préjugés des autres groupes.
- Les groupes salafistes *Haraki* peuvent jouer un rôle dans la prévention du *djihadisme* violent.

leur engagement en politique au soutien des régimes autoritaires existants qui se déclarent islamiques, que l'on trouve par exemple en Arabie Saoudite. Ils pensent que la loyauté est due à des régimes qui s'imposent et montrent une forte autorité (le principe de *ghalaba*), indépendamment de leur politique.[2] Les groupes «*djihadistes*» acceptent le recourt à la violence afin de parvenir à leurs objectifs politiques révolutionnaires, notamment la création d'un Etat islamique. Enfin, les groupes participatifs «*Haraki*» s'engagent à atteindre leurs objectifs politiques par la participation à la politique démocratique. La recrudescence récente de ce dernier courant revêt une importance particulière.

Exemples de mouvements politiques salafistes Haraki dans la région arabe

Sur la base des informations fournies par la Fondation Cordoue de Genève

Pais	Parti/Mouvement	
	Nom en arabe	Nom en anglais
Mauritanie	*Jabhat al-Asala wat-Tajdid**	Front of Authenticity and Revival
Maroc	*Hizb an-Nahdha wal Fadhila***	Renaissance and Virtue Party
Tunisie	*Hizb Al-Asala*	Authenticity Party
	Jabhat Al-Islah	Front of Reform
Libye	*Hizb Al-Oumma Al-Wasat*	The Nation of the Middle Party
	Hizb Al-Risala	The Message Party
	Hizb Al-Watan	The Homeland Party
Egypte	*Hizb Al-Asala*	Authenticity Party
	Hizb Al-Binaa wat-Tanmiya	Construction et Development Party
	Hizb An-Nur	The Light Party
	Hizb Al-Watan	The Homeland Party
	Hizb Al-Islah	The Reform Party
Soudan	*Ittihad Qiwa al-Umma**	Union of the Forces of the Nation
Syrie	*Hiz Yusr****	Party of Moderation
Liban	*Tayyar Ahl as-Sunna*	Sunna Followers Current
Koweit	*Hizb Al-Umma**	The Nation Party
Yémen	*Ittihad ar-Rashad al-Yamani*	Yemeni Union of Good Guidance
	As-Silm wat-Tanmiya	Peace and Development

* Existe et agit de facto. Pas encore accrédité
** Les salafistes marocains ont rejoint ce parti à composition diverse
*** Parti salafi syrien fondé en novembre 2013

Salafisme et «Printemps Arabe»

Avant 2011, la plupart des groupes salafistes estimaient que la participation politique serait vaine du fait de l'obturation du champ politique.[3] A partir de la révolution en Egypte en 2011, un nombre de nouveaux partis politiques salafistes a émergé pour prendre part aux transformations démocratiques qui se produisaient du Yémen à la Mauritanie afin de prévenir le retour à l'autoritarisme. (Cf. le tableau qui liste un nombre de ces partis). Malgré que les événements ultérieurs en Egypte, en Syrie, au Yémen et ailleurs aient tempéré l'enthousiasme et l'optimisme de ceux qui avaient espéré que 2011 marquerait un tournant pour la politique dans la région, la croissance du nombre de groupes politiques salafistes *Haraki* représente un changement durable dans le paysage politique.

Participation politique salafiste

La formation des partis politiques salafistes et leur volonté affichée de respecter les principes démocratiques est importante parce qu'elle offre à ceux qui soutiennent les visions salafistes des moyens légitimes à travers lesquels ils peuvent essayer d'influencer la façon dont la société est gouvernée.

Pour que les salafistes (ou quiconque d'ailleurs) soient convaincus qu'une chance raisonnable d'influence démocratique existe bel et bien, deux conditions de base doivent être réunies. Tout d'abord, les partis politiques qui représentent leur point de vue doivent avoir la possibilité et la capacité de participer activement au jeu démocratique. Deuxièmement, ils doivent percevoir que la politique démocratique fonctionne au moins partiellement.

Cette deuxième condition n'est visiblement pas toujours satisfaite. En Egypte par exemple, le retour des militaires au pouvoir, et le déclin des libertés démocratiques ont fait que plusieurs activistes politiques soient parvenus à la conclusion que le champ d'influence du gouvernement à travers la participation à la politique des partis est très limitée. Néanmoins, il existe un certain nombre de contextes tels que le Koweït, le Mali, la Mauritanie, le Maroc et le Niger où l'espace politique demeure plus ouvert à tous les acteurs politiques, les groupes salafistes y compris.

Dans de tels pays, il existe deux principaux types d'obstacles auxquels font face les nouveaux groupes qui entrent en politique: leur propre ignorance relative et manque d'expérience concernant le fonctionnement de la politique démocratique, ainsi que les attitudes d'autres formations politiques qui pratiquent de façon nocive l'exclusion des nouveaux acteurs politiques.

Renforcer le savoir-faire politique
On peut remédier au manque de savoir-faire politique par la formation dans ces domaines spécifiques: les règles du jeu, comment négocier, comment construire des coalitions avec différents groupes, la façon de communiquer un programme de gouvernance claire, etc. Ces formations peuvent se faire dans le cadre de fora d'échange avec des acteurs politiques expérimentés.[4]

Ce soutien doit être fourni de façon à éviter de favoriser un point de vue politique particulier. Il est ainsi souhaitable d'offrir des opportunités non seulement aux acteurs politiques salafistes, mais aussi à un large éventail d'acteurs politiques. Lorsque ces opportunités sont appropriées et faisables, elles peuvent s'organiser sous forme d'évènements conjoints où une variété d'acteurs politiques aura la chance de se réunir et de mieux se connaître. Ceci permettra de remédier au deuxième obstacle à la participation politique des salafistes: les attitudes des autres.

Surmonter la suspicion et la méfiance
De nombreux acteurs politiques se méfient des groupes salafistes. Cela se manifeste par une réticence à coopérer avec eux, ou même par des politiques qui les excluent activement. Ces obstacles peuvent être surmontés en facilitant un contact et un dialogue entre les protagonistes. Une façon de le faire est d'engager un dialogue autour d'un objectif ou d'une idée commune à laquelle tous aimeraient pratiquement contribuer. En effet le risque de malentendus est grand entre formations politiques ayant des points de référence et des philosophies radicalement différents. Travailler ensemble et de façon pratique sur une question d'intérêt commun contribue à renforcer la compréhension dans la mesure où chacun est à même de relier les déclarations et les actions proposées des autres à quelque chose de concret. Par exemple, il y a quelques années en Egypte, il a été possible de réunir un large éventail d'acteurs politiques et de la société civile, y compris un certain nombre de groupes salafistes, afin de travailler ensemble sur la prévention de la violence entre musulmans et chrétiens. Un tel «dialogue par la pratique» a permis de réduire la méfiance entre les acteurs impliqués.

Prévenir l'extrémisme violent
Les Salafistes *Haraki* peuvent également contribuer à prévenir et endiguer le djihadisme extrémiste violent. Parce qu'ils adhèrent à la même école de pensée religieuse, ils ont une certaine légitimité auprès des militants salafistes, ce qui les prédispose pour agir sur trois plans. Premièrement, ils peuvent offrir aux djihadistes potentiels une alternative à la violence: l'action à travers la participation politique, plutôt que la violence, comme un moyen d'exprimer leurs opinions politiques. Deuxièmement, ils peuvent contester et de façon crédible les justifications religieuses de la violence des groupes djihadistes salafistes. Troisièmement, dans certaines circonstances, ils peuvent être en mesure d'ouvrir des voies de communication pour engager directement dans le débat et la discussion avec des groupes djihadistes violents dans un effort visant à inciter à la réflexion au sein de ces groupes sur l'utilité du recours à la violence. Afin d'être en mesure de maintenir la crédibilité d'une telle entreprise, ces acteurs *Haraki* doivent soigneusement préserver leur indépendance politique. Toute velléité d'instrumentalisation par les acteurs étatiques ou étrangers compromettra immédiatement leur crédibilité et les mettra en danger.

Réticence à promouvoir la participation politique salafiste
Il existe une nervosité lorsqu'il s'agit de la promotion de la participation politique salafiste en particulier dans les milieux politiques occidentaux. Cela est lié en partie à une hésitation à soutenir les points de vue politiques qui semblent contredire les valeurs occidentales, par exemple en ce qui concerne le statut et les droits des hommes et des femmes. Cependant, tout acteur sérieux au sujet de la promotion de la démocratie doit accepter qu'une approche cohérente et crédible doive inclure la promotion de l'in-

Lectures recommandés

The Salafiscape in the wake of the 'Arab Spring' *Abbas Aroua, Fondation Cordoue de Genève, 2014, http://www.cordoue.ch/publications/papers/item/369-the-salafiscape-in-the-wake-of-the-arab-spring.*
Ce document de recherche rédigé par un professionnel de la consolidation de la paix qui travaille en étroite collaboration avec les groupes salafistes offre un aperçu succinct des origines du salafisme et les différentes tendances qui ont émergé depuis 2011.

Global Salafism: Islam's New Religious Movement *Roel Meijer, Oxford University Press, 2009.*
Un volume édité qui offre un regard en profondeur sur les origines du salafisme et sa pertinence croissante pour la politique mondiale.

Preventing Violent Extremism through Inclusive Politics in Bangladesh *Geoffrey MacDonald, United States Institute of Peace, 2016, http://www.usip.org/publications/2016/01/14/preventing-violent-extremism-through-inclusive-politics-in-bangladesh.*
Ce Peace Brief explique que la répression des partis islamiques au Bangladesh alimente la violence et que les efforts visant à renforcer la gouvernance démocratique et la politique inclusive pourraient aider à atténuer cette tendance.

clusion des acteurs qui défendent des points de vue différents.

Les voix sceptiques remettent également en question l'engagement des partis salafistes à la démocratie. Toutefois, ce procès d'intention ne repose pas sur des faits. Plutôt que de préjuger de leurs intentions, ne serait-il pas plus juste de leur donner une chance pour prouver leur engagement par leurs actions ?

Conclusion

L'avancement de la démocratie passe par la promotion d'une politique inclusive qui offre une représentation à tous les points de vue dans la sphère politique. Les groupes salafistes *Haraki* représentent une opportunité pour que le point de vue salafiste soit représenté dans la politique. En soutenant les espaces où les groupes salafistes peuvent apprendre et travailler ensemble avec des groupes d'autres idéologies, des tiers peuvent contribuer à renforcer les connaissances, les attitudes et les relations nécessaires pour une politique inclusive requise par la démocratie. Ceci est non seulement bénéfique pour la démocratie, mais aussi pour la paix, à travers le renforcement d'une alternative légitime aux groupes *djihadistes* salafistes.

Sources sélectionnées

1. Pour en savoir plus sur les origines des termes utilisés dans cette typologie voir Mohammad Abu Rumman, «Les salafistes dans le printemps arabe: défis et réponses» dans Anja Wehler-Schoeck (ed.) Transformations Salafistes: Signification, Implications et Perspectives, Amman: Friedrich -Ebert-Stiftung, 2013, pp 7–10.
2. Les groupes Jammi/Madkhali ne sont pas forcément non-violents. Le courant libyen Jammi/Madkhali a récemment formé des groupes armés à l'appui du général Haftar.
3. Il existe quelques exceptions. Au Koweït, par exemple, des groupes salafistes ont été actifs en politique depuis les années 1980 et détiennent plusieurs sièges au parlement.
4. Un exemple concret de ces activités de soutien se traduit par le travail de la Fondation Cordoue de Genève et le Département Fédéral suisse des Affaires Etrangères qui ont organisé une série de trois ateliers pour nouer le dialogue les Salafistes *Haraki*. Voir Alistair Davison (et al.) *Promotion de la participation politique constructive des nouveaux acteurs politiques d'inspiration confessionnelle dans la région arabe*. Rapports des ateliers de Cordoue. Fondation Cordoue de Genève (2016). Disponible sur www.cordoue.ch

Jean-Nicolas Bitter est Conseiller principal pour le secteur d'activités «Religions, Politique et Conflits» au sein de la Division Sécurité Humaine du Département Fédéral des Affaires Etrangères. Les points de vue exprimés représentent ses propres opinions.

Owen Frazer est un responsable principal de programme au sein du Programme «Culture et Religion dans la Médiation» au Center for Security Studies, ETH Zurich.
www.css.ethz.ch/ueber-uns/personen/frazer-owen.html

Policy Perspectives is edited by the Center for Security Studies (CSS) at ETH Zurich. The CSS is a center of competence for Swiss and international security policy. It offers security policy expertise in research, teaching, and consultancy. The CSS promotes understanding of security policy challenges as a contribution to a more peaceful world. Its work is independent, practice-relevant, and based on a sound academic footing.

Editor: Martin Zapfe / Assistant Editor: Prem Mahadevan

Comments welcome at PolicyPerspectives@sipo.gess.ethz.ch

Recent editions of **Policy Perspectives**:
- **Nord Stream 2: Trust in Europe** (4/4) by Severin Fischer
- **Time to seize the Greek opportunity** (4/3) by M. Bieri and Z. Nechev
- **Russia's "militarization" of colour revolutions** (4/2) by Nicolas Bouchet

For more editions, and for a free online subscription, visit http://www.css.ethz.ch/en/publications/css-policy-perspectives.html

© 2016 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich www.css.ethz.ch

ISSN: 2296-6471